

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 369

samedi 15 novembre 1975

VERS UNE CRISE GOUVERNEMENTALE ?

Mercredi soir à l'Assemblée nationale, Lecanuet s'en prenait à Poniatoski accusé de «mettre en cause la justice» et déclarait : «Il n'est pas bon qu'un ministre porte des jugements de valeur sur la justice, surtout lorsqu'ils sont défavorables. La police fait son devoir mais il lui arrive de commettre des erreurs. Il arrive que des policiers s'entre-tuent ou abattent des innocents. Je n'ai jamais fait de déclaration à ce sujet.»

Ces déclarations font suite à une série de propos de Poniatoski réclamant l'aggravation des peines prononcées par les juges et se plaignant d'une prétendue «clémence».

L'éclat de Lecanuet marque une nouvelle phase dans le développement des contradictions qui traversent l'actuelle «majorité». Il se produit quelques jours seulement après que Sanguinetti ait été privé d'un de ses plats de lentilles pour avoir trop parlé.

Il intervient encore peu de temps après que Giscard d'Estaing ait dû, publiquement, lancer un appel à la cohésion gouvernementale. Si Lecanuet a cru bon de critiquer ainsi Poniatoski, il doit y avoir un intérêt, car ces gens-là ne font rien innocemment. Ils pèsent et soupèsent. Voyons donc.

Lecanuet se donne ainsi un visage de «libéral» bon teint. Il se démarque d'un Poniatoski présenté comme le seul élément fascisant du gouvernement, alors même que la politique qu'il suit est celle de tout ministre de l'Intérieur et est fixée par le gouvernement. Quel est l'intérêt de ce «libéralisme» soudain ? Il s'agit tout simplement de préparer un nouvel équilibre entre les partis bourgeois et de créer les conditions d'une coopération avec les socialistes, que le développement de la crise capitaliste rend de plus en plus nécessaire pour la bourgeoisie. On se souvient qu'à maintes reprises Lecanuet avait fait part de sa volonté de voir les socialistes participer au gouvernement. En se démarquant ainsi il cherche tout simplement à rendre possible une coopération avec le PS. Defferre et Lecanuet sont de vieux complices. Dans les années 60 ils tentèrent déjà de s'associer, sans succès. Ces intentions de Lecanuet correspondent tout à fait à celles de Giscard d'Estaing qui lui aussi veut donner à sa politique un vernis «libéral». D'ailleurs Giscard d'Estaing, dans cette passe d'armes entre deux de ses ministres, vient de prendre position en faveur de Lecanuet. Afin de manifester ce soutien il s'est rendu jeudi en compagnie de Lecanuet à la conférence générale des tribunaux de commerce et a déclaré : «Ma présence signifie bien qu'il n'y a en France qu'une seule justice dont je dois garantir l'indépendance avec l'actif concours du garde des sceaux, M. Jean Lecanuet.»

(suite page 8)

venu pour récupérer LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'AIR FRANCE

SEGUY EN ECHEC A ROISSY

Soucieux de récupérer la lutte massive des travailleurs d'Air-France pour le compte du «Programme commun bourgeois de gouvernement», Georges Séguy, membre du Bureau politique du faux Parti communiste français n'a pas hésité à se déplacer jusqu'à Roissy-en-France pour y tenir un meeting.

Les grévistes ont marqué leur opposition à cette manipulation en le boycottant. C'est devant 400 personnes au maximum que le faux défenseur de la classe ouvrière, Séguy, a donc parlé. Et encore ces 400 personnes représentaient-elles six entreprises : l'aéroport de Paris, l'UTA, Roissy-Service, les PTT, la Servair et la SAT.

Bref un bide ! Surtout quand on sait par exemple que c'est à 5 000 que les travailleurs d'Air-France ont manifesté, le 4 novembre, devant le siège de la compagnie. Il ne s'agissait pas alors de redorer le blason d'un Séguy, mais bien de combattre pour les revendications.

Le boycott des dirigeants du PCF c'est une forme de l'opposition des masses travailleuses à la collaboration de classe et à la trahison de leurs intérêts par les dirigeants de la CGT et du P«C»F.

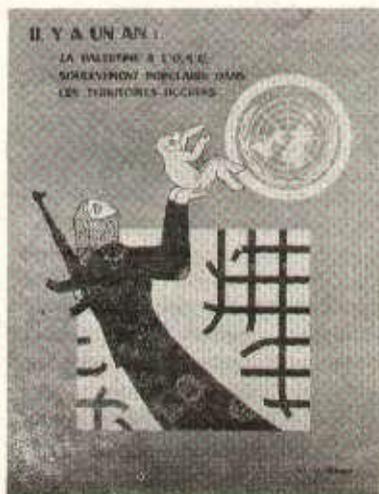
(Informations page 2)

MEETING DE SOUTIEN A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Le dimanche 16 novembre à 20 heures,
salle C de la Mutualité (24, rue Saint Victor,
Paris 5ème) ;

Organisé par les associations d'étudiants
des pays arabes ;

Avec la participation du représentant de
l'OLP en France.





Assurances du Groupe de Paris Entretien avec des grévistes

Cela fait maintenant plus de 5 semaines que plusieurs services de la compagnie des Assurances du groupe de Paris, et surtout deux pools dactylos, sont en grève. Les employés s'y battent principalement pour la suppression du travail au rendement particulièrement éprouvant chez les dactylos, pour une augmentation uniforme de 150 F et un salaire minimum porté à 1 800 F — beaucoup de dactylos ne touchent aujourd'hui que 1 300 F par mois (cf. HR Nos 355, 359, 360)...

On a démarré le mouvement le 10 octobre dernier, suite aux refus successifs de la direction d'accepter ne serait-ce que de prendre connaissance de nos revendications, sans parler de les satisfaire... Depuis, la direction est restée sur ses positions, si ce n'est que, petit à petit, elle met les menaces à exécution, et qu'après diverses tentatives pour nous diviser, elle en est venue directement à la répression.

Déjà, fin octobre, la direction nous avait traînés devant le tribunal. Elle portait plainte parce qu'on occupait le hall d'entrée. A l'époque, elle eut beau mentir et inventer des tas de choses, le juge a refusé de demander notre expulsion. Il avait reporté à plus tard sa décision.

Mardi 4 novembre, on est donc repassé devant le tribunal des référés. Les gros bonnets de la direction étaient là. Nouveaux bluffs : ce coup-ci, soi-disant, tous les problèmes étaient réglés, le travail au rendement était supprimé, etc. ! Alors évidemment, grève et occupation n'avaient plus lieu d'être. Conclusion : l'expulsion a été demandée. Le prétexte on était tout trouvé... même s'il était un peu grossier...

— Les grévistes, comment ont-ils réagi, et les autres employés ?

Quand on a vu ça, on a commencé à se préparer à affronter la répression.

La police intervient à la RIMA (Nancy)

Depuis le 10 octobre, les éboueurs de la Régie industrielle municipale d'assainissement (R.I.M.A.) occupent l'usine. Ils demandent : la suppression des lettres d'avertissement qui leur ont été envoyées, une augmentation de salaire, le paiement des jours chômés... La direction a fait appel aux CRS, le 13 novembre à 4 heures du matin, ils sont intervenus pour faire évacuer les grévistes. Des jaunes, sous la protection de la police, avec 3 camions-bennes, ont commencé le ramassage des ordures.

Un est passé dans les services et on a appelé à un débrayage. Le soir avant la sortie, on s'est retrouvé à 500 à l'étage de la direction. Tout le monde en voulait, même ceux qui ne font pas grève. On s'est mis à scander des mots d'ordre, à tambouriner sur la porte du bureau du directeur.

C'est à ce moment-là que les huiles de la direction de la fédération CGT des assurances sont venues de l'extérieur nous haranguer, et comment ! On était tous décidés à faire quelque chose de dur, aussi bien ceux qui faisaient simplement un débrayage que les grévistes. On parlait de séquestration de la direction, cela aurait pu durer toute la nuit. Manque de pot, les responsables de la fédération CGT ont appelé à regagner les services, et à rentrer chez soi... D'abord, on n'a pas compris, et puis c'est la révolte qui a pris le dessus. Il n'empêche qu'ils avaient semé la confusion, le mal était fait...

Ensuite, pour essayer de nous démobiliser, la direction a accordé le pont du lundi 10 novembre. Elle espérait bien que mercredi on reprendrait le travail. Manque de chance, on a repris l'occupation. Et c'est dans la matinée que les flics sont intervenus pour nous jeter dehors (cf. HR No 368 page 8).

On s'est retrouvé, rue Lafayette. On a fait une manifestation dans le quartier avec banderoles et tout. A midi les flics nous ont laissés rentrer pour aller à la cantine et ils sont partis ; nous, on a repris l'occupation évidemment.

— Quelles sont vos perspectives ?
Aujourd'hui à 15 heures, il doit y avoir des négociations. Donc on va voir ce que ça va donner. Mais si on n'obtient pas ce qu'on veut, on va devoir durcir la lutte et occuper des services plus stratégiques...

La direction veut nous intimider. Elle a installé des vigiles qui empêchent d'entrer quiconque n'est pas en mesure de présenter une carte qui prouve qu'il fait bien partie des AGP. Mais tout ce qu'elle peut entreprendre, même la répression, en définitive ça nous gonfle un peu plus. Tu peux être sûr qu'il n'est pas question qu'on abandonne comme ça la partie.

Les travailleurs de la Pharmacie ne veulent pas faire les frais de la restructuration

La pharmacie (pour les patrons) se porte bien ; c'est elle qui assure les meilleurs résultats parmi les trusts chimiques (Rhône-Poulenc par exemple) ; mais elle participe au même effort de restructuration et de déploiement qui est celui de toute l'industrie des pays capitalistes actuellement.

La restructuration dans la pharmacie, c'est la menace sur l'emploi, la décentralisation, les licenciements. La restructuration profite aux capitalistes et ce sont les travailleurs qui en font les frais. Exemple : Février-Decoisy-Champion, droguerie contrôlée par le groupe S.N.P.A., passe sous contrôle de Labaz (même groupe S.N.P.A.) et demande de décentraliser ces ateliers sur Bordeaux.

Les travailleurs sont en lutte pour éviter 800 licenciements.

Sous le titre « Pharmacie, une année charnière », la revue patronale « Chimie actualité » du 3/9/75 faisait un bilan pour 74. En voici les grandes lignes :

« Plus que jamais, la pharmacie a été par excellence la branche prospère des groupes chimiques, et les laboratoires indépendants ont continué de susciter les convoitises de ceux qui voulaient se diversifier ou simplement effectuer de judicieux placements. »

A Rhône-Poulenc, c'est le département où il y a le plus de bénéfices.

Dans la pharmacie comme dans les autres branches, c'est le travail de milliers d'hommes et de femmes qui, chaque jour, fait

vivre et prospérer l'industrie, qu'il s'agisse de la recherche, des services commerciaux, des informateurs médicaux, des ouvriers de fabrication, ou des employés de la répartition pharmaceutique (grossistes). Et cela pour le profit exclusif d'une poignée de capitalistes.

Au comptoir pharmaceutique de Savoie (C.P.S.) à la Ravoire (près de Chambéry)

Dans cette entreprise, commerce en gros de distribution de médicaments, les 30 salariés sont en lutte depuis plusieurs mois.

En mai 1975, la direction organise le sabotage de l'entreprise, entraînant 30 licenciements : les travailleurs se mettent en grève.

Le 18 septembre, ils apprennent que la maison-mère d'Annamasse en Haute-Savoie, envoie des camions pour venir faire un déménagement nocturne de sa succursale. Le personnel, en assemblée générale, décide de mettre en lieu sûr « l'outil de travail ».

Le 30 septembre, l'huissier et les flics viennent déloger les travailleurs. Mais comme les travailleurs avaient mis à l'abri l'outil de travail, ils possèdent là une arme efficace, sont bien décidés à ne pas céder et exigent le maintien de l'emploi.

Les moyens utilisés sont inhabituels dans la pharmacie, bien qu'en fait ils ne diffèrent d'une occupation d'usine que par le lieu où est entreposé le matériel. Cela montre que, si les flics de la bourgeoisie interviennent partout, les travailleurs de plus en plus largement refusent de se laisser faire.

MEETING C.G.T. AIR FRANCE-ROISSY UNE BONNE CLAQUE POUR SEGUY !

Le 13 novembre, la grève du personnel au sol d'Air France, comprenant les techniciens des ateliers et les employés des services commerciaux, se poursuit à Orly et à Roissy.

Le trafic d'Air France à Roissy où se poursuit la grève du personnel au sol gêne les départs, c'est ainsi que deux vols à destination de Madrid et de Milan ont eu des retards importants.

L'invitation faite aux grévistes d'Air France par la CGT au meeting où Séguy prit la parole fut une cinglante « claque » aux manœuvres de division que prône le PCF dans la CGT.

Environ 400 personnes sur pourtant des milliers de grévistes, écou-

taient les vagues propos de « négocier avec le patronat », ou « la CGT vous soutiendra jusqu'au bout ». Jusqu'au bout de quoi, M. Séguy ? De la trahison, du sabotage des revendications des travailleurs d'Air France : non aux licenciements, augmentation des effectifs, augmentation des salaires, non à la répression policière.

Ce que nous avons pu voir au meeting de Roissy, c'est que la volonté des travailleurs, notamment de la CFDT, est de lutter et non pas de pleurnicher devant la direction. Les travailleurs décidés à poursuivre l'action n'étaient pas là, M. Séguy ! Et c'est seulement leur détermination de lutter qui sera décisive et victorieuse.



A L'USINE CATERPILLAR D'ECHIROLLES (près de Grenoble)

RIPOSTE AUX TENTATIVES DE DIVISION PATRONALE

A l'usine Caterpillar d'Echirolles (près de Grenoble), mercredi 5 novembre, une demi-heure avant la fin du poste, la direction annonce que le lendemain les ouvriers «pourront» rester chez eux car la grève de l'EDF «risque» d'entraîner des coupures de courant mais qu'ils viendront travailler samedi pour rattraper.

Aussitôt, une centaine d'ouvriers se réunissent dans l'atelier et décident de venir travailler le lendemain. Le 6 novembre, ils sont 250 environ devant les portes fermées de l'usine. Décidés à se battre, ils attendent les employés qu'ils gagnent à leur lutte : «Pas de travail à l'usine, pas de travail dans les bureaux !» «Paie intégral de la journée du 6 !»

Le vendredi 7, suite aux manœuvres de division du patron (paiement de 2 heures aux ouvriers et de 4 heures aux employés), 500 à 600 personnes

débrayent et se retrouvent devant le portail. Voilà belle lurette qu'à Cater-Echirolles on n'avait plus vu ça !

Dans un tract, les ouvriers et employés de Caterpillar dénoncent et ridiculisent le PDG et sa mafia : «Devant la détermination et le nombre des travailleurs au portail, le PDG Gueringon perd son sang-froid et frappe des ouvriers. C'est lui qui provoque, bouscule et dit à son huissier : «Tous les noms que je vous donne seront tous licenciés, je les licencierai moi-même !»

Le patron voulait faire porter la responsabilité d'une journée de lock-out aux ouvriers de l'EDF : il a renforcé l'unité des ouvriers et des employés de l'usine.

Ils terminent leur tract en disant : «Hier nous avons tourné en décision les décisions du patron... maintenant nous pouvons gagner !»

Correspondant HR.

CHEZ «QUELLE» A ORLEANS

Le travail a repris

Les travailleurs de «Quelle», vente par correspondance, étaient en grève principalement pour obtenir une augmentation de salaire uniforme de 100 F. Le nombre de grévistes a évolué constamment pour tourner aux alentours de 80 %, soutenus par la section CFDT. Par contre, la CGT, qui est majoritaire, refusait les augmentations uniformes, et leurs dirigeants à plusieurs reprises se sont opposés à la volonté des travailleurs. Ainsi, lorsque les travailleurs d'Orléans, qui venaient d'obtenir par une grève classe contre classe le succès de leurs revendications, sont venus apporter leur soutien à ceux de «Quelles», ils n'ont pas trouvé mieux que de les

obliger à partir. Par contre les travailleurs de «Quelles» ont apprécié cette solidarité et se sont sentis renforcés dans leur lutte.

Le 4 novembre ont eu lieu les négociations, le patron a lâché : 50 F à compter du 1er novembre, (et seulement 25 F au 1er mars et 25 F au 1er juin qui, avec la hausse continue des prix, ne représente pas une amélioration du pouvoir d'achat) et refusé le paiement des heures de grève. Le soir les grévistes décident de continuer. Les traîtres qui dirigent la CGT, encore une fois frappent dans le dos des grévistes : ils font reprendre le travail, sans même attendre l'A.G.

Au service des expéditions de «OUEST-FRANCE»

Ils se battent pour la revalorisation de leur travail

Le 30 octobre, les travailleurs du service des expéditions de «Ouest-France» ont décidé à mains levées, en assemblée générale, de déclencher une grève.

Le service des expéditions comprenant une centaine de travailleurs est l'un de ceux où les conditions de travail sont les plus dures à supporter. Les ouvriers y travaillent de 22 heures à 4 heures du matin, 6 jours par semaine, pour toucher 2 776 F par mois.

Ces travailleurs demandent essentiellement une revalorisation de leurs salaires. Ils tiennent à ce que soit comblé le fossé toujours plus profond entre leurs propres salaires et ceux des autres catégories de travailleurs de «Ouest-France». Cet écart ne cesse en effet de se creuser par suite du refus obstiné de la direction de ce grand quotidien régional de concéder autre chose que des augmentations en pourcentage. Il est vrai qu'elle peut y trouver son intérêt en établissant des divisions entre les ouvriers...

Depuis près de deux ans, ce problème faisait l'objet de multiples réunions entre la direction et les délégués syndicaux. Jamais le moindre accord n'était intervenu. Aussi, lorsque le 30 octobre, la dernière entrevue s'est soldée par un échec, la colère des

travailleurs a éclaté, et ils se sont mis immédiatement en grève.

Solidaires des travailleurs, les journalistes de «Ouest-France» ont tenté de faire passer dans le journal un article expliquant les raisons profondes de la lutte. Considérant qu'il était inexact et inopportun (!), la direction de «Ouest-France» a censuré par 2 fois cet article ! Le 5 novembre, les journalistes du SNJ (syndicat national des journalistes) et de la CFDT ont néanmoins publié leur texte, ils en ont fait un tract qui a été distribué à l'ensemble du personnel. Les journalistes devaient en outre affirmer haut et clair leur indignation devant l'attitude de la direction en se réunissant à plusieurs reprises en assemblée générale.

Ayant obtenu de la direction l'engagement qu'une réunion se tiendrait le 7 novembre pour examiner sérieusement les revendications des grévistes, les délégués syndicaux du personnel du service des expéditions devaient accepter d'interrompre provisoirement le mouvement le 3 novembre. Forts du soutien des journalistes et d'autres catégories de travailleurs, ils ont clairement affirmé leur intention de relancer le combat s'ils n'obtiennent pas satisfaction totale.

Affaire à suivre...

Correspondant HR.

ECHOS

Luttes aux entreprises H. Ernault-Somua

A Moulins : le 7 novembre, après 29 jours de grève avec occupation et piquet de grève, les flics sont intervenus pour faire évacuer l'usine. Un meeting s'est tenu l'après-midi à la Bourse du Travail.

A St-Etienne et Cholet : les ouvriers débrayent et bloquent le départ des machines. La direction annonce des réductions d'horaire, et l'action en «justice» contre les délégués (CFDT-CGT) et l'intervention des huissiers dans les 2 usines. Pour protester contre l'intervention des flics à Moulins, les ouvriers de l'usine de St-Etienne ont cessé le travail et occupé (temporairement) le bureau de la direction. A St-Etienne, Moulins, Cho-

let : un même patron, un même combat.

Grève à la Société Gerland

Depuis le 3 novembre à Corbas et St-Genis-Laval (dans le Rhône), les travailleurs de la société Gerland (du département des routes) sont en grève à l'appel des sections CFDT et CGT. Notamment pour l'augmentation des salaires. Des actions de soutien sont menées dans les autres centres : à Vagnas, Albertville, Grenoble, St-Etienne, Montélimar, Vitrolles, Nice et Bourg-en-Bresse.

Le mercredi 12 novembre, à l'appel des syndicats enseignants (SNI, FEN, SNFS, SNFSup) plusieurs centaines d'enseignants ont manifesté à Lyon, pour protester contre leurs conditions de travail.

Correspondant HR.

Vente sauvage de poisson à Lille

Les marins pêcheurs d'Étaples (Pas-de-Calais) se sont rendus jeudi matin à Lille, où, en plein centre de la ville, ils ont proposé leur poisson à des prix très avantageux. Ils en ont vendu près de 10 tonnes.

Ils affirment que les prix à la production sont inférieurs à ceux de l'an dernier. A l'inverse, selon eux, leurs frais d'exploitation augmentent, en particulier le prix du carburant.

GARDONS LA TETE FROIDE !...

Des lecteurs un peu impulsifs nous ont écrit pour nous inciter à rouvrir la polémique avec le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), sous prétexte que son quotidien avait publié une lettre injurieuse et sectaire à notre endroit, dans son édition du 7/8 novembre dernier (No 30).

Nous tenons à les informer que «Le Quotidien du peuple» a présenté une «mise au point» sur

cet incident, dans son édition du 12 novembre, dont le contenu constitue une autocritique.

Apprenons tous ensemble à garder la tête froide avant de nous lancer dans de nouvelles polémiques auxquelles n'ont intérêt que les ennemis de l'unité des marxistes-léninistes, c'est-à-dire les révisionnistes et les trotskystes. Déjouons toutes les manœuvres de division, soutenons tout ce qui peut unir dans le respect des principes du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung !

La nouvelle extrême gauche (8)

LES FORMATIONS SE RECLAMANT DU MARXISME-LENINISME (suite)

Après les textes du «Travailleur» et de «l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste)», nous publions aujourd'hui le texte rédigé par les camarades du «Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)» qui édite le quotidien «Le quotidien du peuple».

Le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), créé en mars 74, fonde son action sur le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung. Son but est d'en finir avec l'impérialisme français par la révolution prolétarienne armée, pour instaurer en France la dictature du prolétariat, **le pouvoir des ouvriers et des paysans.**

Le PCR (m-l) considère que la direction du processus révolutionnaire appartient à la classe ouvrière : pour cette raison, la tâche autour de laquelle s'articule son activité générale d'agitation, de propagande et d'organisation, est la création de multiples cellules d'entreprise. Deux ans de pratique guidée par ce principe ont effectivement permis de gagner des centaines d'ouvriers à la cause révolutionnaire, notamment dans des usines qui ont mené des luttes d'une portée nationale (Lip, Bretoncelles, Saviem, Usinor, Chausson, Unimel,...). Dans la période actuelle, le travail des organisations d'entreprise du PCR (m-l) est d'œuvrer, comme l'exige la situation, à la constitution d'un vaste mouvement d'ensemble, **pour faire échec à la politique de crise de la bourgeoisie, ainsi qu'aux manœuvres d'isolement et de division entreprises par les actuelles directions syndicales sous l'impulsion du parti révisionniste de Marchais** (conférence nationale des cellules d'entreprise). Un des aspects, pour ce faire, du travail communiste est le développement de sections syndicales travaillant sur la base du syndicalisme révolutionnaire. **La construction de ce travail révolutionnaire implique d'arracher la classe ouvrière à la domination idéologique, politique et organisationnelle du révisionnisme moderne.**

Le parti déploie également son effort en direction des couches charnières (PTT, hôpitaux notamment), de la jeunesse (création de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire), des femmes. Le «Quotidien du peuple» rend compte également de toutes les pratiques positives développées par le parti sur le front de la culture, de la médecine au service du peuple.

La directive du Comité central du PCR (m-l) de création de comités de lutte contre le chômage, unissant actifs et sans-travail, jeunes et adultes, français et immigrés, concerne tout particulièrement les cellules de quartier.

Nous tenons à préciser encore qu'existent quelques groupes locaux se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Nombre d'entre eux ont rejoint nos rangs depuis deux années, mais quelques-uns donc subsistent. Nous n'avons

Le parti est encore peu implanté dans les universités.

Le parti estime que la situation actuelle de l'impérialisme français se caractérise par l'existence d'une crise dont les différents aspects convergent nettement sur le plan politique. En sont le reflet dans les masses le rejet du soi-disant modèle de consommation (produire plus pour consommer plus) qui a abouti, dans la pratique, à une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail du peuple, le rejet des partis bourgeois au pouvoir, au demeurant divisés, et sans projet politique bien stable, l'aspiration à une autre société et l'intérêt croissant des ouvriers pour la perspective révolutionnaire.

Dans ce cadre, **la lutte intransigeante contre le révisionnisme est une condition «sine qua non» de l'avancée vers la révolution.** En premier lieu contre sa forme organisée, le P«C»F, dont le projet est d'instaurer en France une forme particulière du capitalisme monopoliste d'État. Les contradictions n'ont d'ailleurs pas cessé de se développer entre les luttes, les aspirations révolutionnaires des masses d'une part, et les propositions révisionnistes d'autre part.

Mais le révisionnisme ne se limite pas à sa forme organisée de parti. En tant qu'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, il produit le découragement, la renonciation à la lutte, la surestimation de l'ennemi et la capitulation devant lui. **C'est pourquoi les tâches antirévisionnistes du parti de type nouveau ne se limitent pas à la bataille de principes contre lui, ou à la dénonciation des positions politiques à un moment donné du P«C»F : elles se définissent également par la lutte qu'il faut organiser au sein des masses entre idées justes, tirées de l'expérience et sur lesquelles il faut s'appuyer pour développer à chaque instant des alternatives positives, et les idées fausses de soumission, fatalistes.** Cela est confirmé par la tenue à Liévin en mars 75 du tribunal populaire, qui est le produit en positif d'une lutte acharnée au sein des masses entre la volonté de lutte pour la vérité sur la catastrophe et la dénonciation de l'oppression dans les mines, et les idées de renoncement à l'action suscitées par la situation même des mineurs aujourd'hui (fermetures, dispersion géographique, désorganisation

pas voulu les exclure de notre enquête, mais les impératifs techniques ne nous ont pas permis de les solliciter pour qu'ils nous adressent leurs contributions. Nous manquons de place. Cependant, nous leur faisons savoir notre plein accord pour pré-

syndicale) et systématisée par le parti révisionniste de Marchais.

L'élaboration de la ligne politique pose ainsi d'une façon très claire les problèmes de la bataille pour la définition d'un nouveau type de rapports parti-masses, et de celle pour l'application au sein même du parti du centralisme démocratique. Elle est au centre de la lutte entre les deux voies qu'il faut mener consciemment dans les rangs du parti.

Le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) pratique l'internationalisme prolétarien : il soutient les luttes de libération nationale, en portant une particulière attention à celles qui ont pour cible l'impérialisme français. **Il considère que la constitution en tant que force politique des pays du tiers monde qui ont contraint l'impérialisme et le social-impérialisme à des reculs importants et à des compromis, est une chose excellente dans la situation mondiale actuelle.**

Le PCR (m-l) lutte avec acharnement contre les deux superpuissances, les dangers qu'elles font courir au monde par leur rivalité. Il dénonce leurs menées de subversion contre les États et leurs agressions multiformes contre les peuples. Il considère qu'aujourd'hui l'impérialisme US est en déclin alors que **le social-impérialisme soviétique est en pleine expansion : ce dernier constitue un ennemi extrêmement dangereux, particulièrement en Europe.**

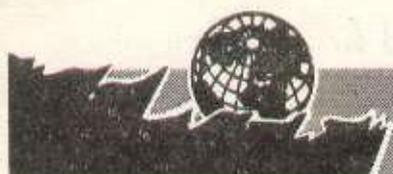
Entretenir ou non des illusions sur sa nature est un point de démarcation entre marxistes-léninistes et non marxistes-léninistes.

Le parti s'appuie dans sa propagande pour la révolution en France sur les exemples enthousiasmants de l'édification du socialisme en Chine et en Albanie, sous la conduite de prestigieux partis communistes. Les peuples chinois et albanais ont résisté et résistent victorieusement à toutes les pressions du social-impérialisme soviétique : ils ont prouvé au monde entier qu'il est possible de lutter contre toutes les tentatives de restauration du capitalisme. Leur expérience est un extraordinaire encouragement pour notre peuple.

Le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) se prononce pour l'unité des forces révolutionnaires conséquentes de notre pays, basée sur le principe «unité, critique, unité» et avec comme centre la question de la ligne politique.

sentir ultérieurement, sous la même rubrique, leurs points de vue, en fonction de nos possibilités.

(A suivre,
demain : le PCMLF)



Angola: A l'aube de l'indépendance⁽³⁾

L'OFFENSIVE SOVIETIQUE

La rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie se fait désormais si âpre que, avant même l'indépendance des pays colonisés, elles tentent de s'infiltrer dans les mouvements de libération pour y gagner de l'influence en vue de leur domination future.

En Angola, les manœuvres de l'URSS comme des USA pour dominer les mouvements de libération sont anciennes et grossières.

L'impérialisme américain a encouragé l'opposition du FNLA et de l'UNITA au MPLA. La CIA vient de reconnaître publiquement qu'elle leur apportait une aide matérielle. Dans l'enclave de Cabinda il a même impulsé la création d'un mouvement fictif, le Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC) pour tenter de garder le contrôle de ses exploitations pétrolières.

L'URSS a été bien plus loin encore dans sa tentative de contrôle du MPLA, né en 1956, de la fusion du Parti communiste angolais et d'un mouvement nationaliste. Par l'intermédiaire de ses agents du Parti communiste portugais, notamment, elle a cherché à infiltrer ce mouvement et l'a incité à la guerre civile. Dans la période de mai-juin de cette année, quelques dizaines d'individus, liés au PCP, furent expédiés en Angola avec cette mission. Parmi eux figurait Cita Valles (du Comité central de l'Union des étudiants communistes portugais), qui, peu de temps après son arrivée, réussissait déjà à se faire nommer au Bureau politique du mouvement angolais. D'autres comme Simoes, Vidigal, ont aujourd'hui des fonctions dirigeantes dans ce mouvement. Le contrôle exercé par ces éléments a atteint un niveau tel que la radio «Voix du peuple», émetteur officiel de Luanda, s'est vue défendre expressément toute référence à la Chine, à l'Albanie et à l'expression «démocratie populaire», Moscou ayant décrété que l'heure était à «la construction du

socialisme» en Angola. Deux journaux, «Pouvoir populaire» et «Angola» qui développaient des positions favorables à la Chine et regroupaient des militants du MPLA favorables au marxisme-léninisme, sont désormais interdits.

Ces éléments pro-soviétiques infiltrés cherchent à discréditer les autres mouvements de libération par une propagande absolument grotesque. C'est le cas de l'argument de «cannibalisme» portée contre les militants du FNLA. Ce sont eux qui ont conduit le MPLA à refuser unilatéralement et de façon intransigeante tout gouvernement d'union nationale avec les deux autres mouvements qui en acceptaient le principe.

Les officiers et soldats portugais favorables au social-impérialisme sont également activement intervenus aux côtés du MPLA au cours des combats de l'été.

Tout en livrant massivement au MPLA les armes modernes qu'elle ne lui avait pas accordées du temps de sa lutte contre le colonialisme portugais, l'URSS a déclenché une campagne effrénée remplaçant la traditionnelle carte impérialiste de «l'opposition tribale» par celle, plus moderne, d'«opposition idéologique».

Elle s'est enfin permis de grossières pressions et ingérences dans les affaires intérieures de l'OUA et des pays africains en les sommant de reconnaître le seul mouvement qu'elle soutient à l'exclusion des deux autres, ce qui a entraîné immédiatement l'expulsion des diplomates soviétiques d'Ouganda et une vigoureuse protestation du président de l'OUA, Amin Dada, qui s'ajoute à celle du Zaïre. La grande majorité des pays africains ont, à leur exemple, refusé de se plier à la baguette de Moscou, estimant, comme le président ougandais, que leur pays, indépendant et souverain, ne permettrait à aucune superpuissance, pas même à l'URSS, de venir dicter sa loi et semer la division en Angola et au sein de l'OUA.

APRES LE VOTE DE LA RÉOLUTION DE L'ONU CONTRE LE SIONISME :

DES JUIFS TEMOIGNENT

Les résolutions votées par l'ONU, réclamant la participation de l'OLP à toutes les conférences internationales et assimilant sionisme et racisme, continuent à susciter de profonds remous dans le monde.

Elle constituent une éclatante victoire pour le peuple palestinien, les peuples arabes et tous les peuples progressistes. Elles consacrent aussi les grands bouleversements en cours dans le monde et le caractère nouveau de l'Organisation des Nations-Unies où domine désormais la solidarité du tiers monde.

Faisant écho aux protestations hypocrites d'Israël, les USA ont fait savoir qu'ils envisageaient des représailles «sur une base individuelle» contre les pays ayant voté les motions.

Mais à tous ceux qui s'efforcent de faire passer le blanc pour le noir en accusant les

antisionistes d'antisémitisme, des Juifs libanais viennent d'apporter un spectaculaire démenti. Dans le quotidien «Al Safir» de Beyrouth, ils expriment leur gratitude à l'égard de la Résistance palestinienne qui a pris l'initiative de leur envoyer des vivres lors des récents combats qui se sont déroulés dans la capitale. La majorité de la communauté juive libanaise vit en effet dans un quartier du centre de la ville, qui a été assiégé durant les combats. Apprenant cela, l'OLP leur a fait parvenir des vivres pour deux semaines.

Parmi ces témoignages, figure celui de M. Salim Al Moghrabi, vice-président de la Communauté israélienne au Liban, qui adresse ses remerciements à Yasser Arafat et dénonce le fait qu'Israël «confonde intentionnellement judaïsme et sionisme»... «Nous refusons la protection d'Israël et toute protection étrangère comme le demande Israël» a-t-il conclu.

GENEVE :

L'ENJEU DES NÉGOCIATIONS SALT

Américains et Soviétiques viennent de tenir leur 134^e réunion sur la limitation des armements stratégiques, depuis le début des négociations entamées le 21 novembre 1972.

Elles butent toujours sur le cas de deux armes :

— le bombardier soviétique «Backfire» : il peut aller d'URSS aux USA, mais son rayon d'action ne lui permet pas de regagner son point de départ sans être ravitaillé en carburant,

— le «Cruise missile» américain, petite fusée d'environ 600 kms de portée.

Chacune des deux superpuissances entend que son arme ne figure pas parmi les 2 400 vecteurs limités du traité signé par elles à Vladivostock.

Les USA ont récemment proposé que les deux armes soient construites à 400 exemplaires et ajoutées au plafond des 2 400 vecteurs. L'URSS, quant à elle, refuse toute limitation dans son équipement en «Backfire» et exige que les «Cruise missiles» soient inclus dans les 2 400 vecteurs américains.

MADAGASCAR :

ESSOR DE LA LUTTE D'INDÉPENDANCE

Au cours d'un gigantesque meeting à Tananarive, le président Didier Ratsiraka, a annoncé que la Deuxième République, appelée «République démocratique-malgache» verrait le jour avant la fin de 1975.

Pour cela un Comité constitutionnel sera prochainement créé afin d'élaborer un nouveau projet de constitution soumis à référendum ainsi que la Charte de la révolution.

Le président du Conseil suprême de la Révolution a dressé à cette occasion un bilan éloquent des récentes réalisations du pays : refonte complète des accords étrangers, rupture de bail avec la NASA et adoption d'une politique de paix et d'indépendance dans la zone de l'océan Indien. Les prochains objectifs fixés porteront sur la prise en main de l'économie nationale, la malgachisation du commerce en général, extérieur en particulier, et la restructuration du système bancaire: «La révolution est en marche et nous ne rebrousserons pas chemin» a conclu le président Ratsiraka.

IRLANDE DU NORD :

LE MILLIÈME MORT

La guerre coloniale que la Grande-Bretagne mène en Irlande du Nord a fait hier le millièmme mort parmi la population civile, depuis 1969. 357 militaires britanniques ont également été tués pendant cette période.

Contrairement à l'opinion que veut répandre la Grande-Bretagne, ce n'est pas une guerre civile de religion, entre catholiques et protestants, qui ravage l'Irlande, mais bien une guerre d'oppression coloniale contre un peuple qui ne renoncera jamais à sa lutte pour l'indépendance nationale.

Dans la collection «Tiers monde en lutte»

«PALESTINE, GUERRE DU PEUPLE»

aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

Prix : 5,50 F.

LES MARINS PECHEURS ATTEINTS PAR LA CRISE... ET LE DUMPING DE L'URSS

L'industrie de la pêche française est en train de subir un des coups les plus terribles de ces dernières années.

Les coûts industriels ont augmenté fortement, alors même que les prix de vente en gros n'ont cessé de décroître ces derniers mois à l'image des prix agricoles. La chute de revenu des marins de grande pêche a été de 45 % pour le premier semestre.

En plus de la crise capitaliste en France, il faut également ajouter le dumping de l'URSS qui brade littéralement son poisson surgelé aux industries de conserves françaises, le prix du surgelé en gros étant passé de 7 F à 3,50 F il y a peu de temps.

Voilà les éléments qui font dire à beaucoup de marins pêcheurs, que l'on est à la veille de luttes importantes dans ce secteur de l'activité économique.

Il faut ajouter à cela que la Bretagne-Sud est particulièrement touchée : pour le premier semestre de l'année, Lorient, Concarneau et Douarnenez ont vu une régression de 14 % de leur activité.

Les gros patrons de la pêche — chalutiers notamment — ont jusqu'à présent essayé de

garder leur marge de profit en augmentant les cadences de travail pour les marins pêcheurs : soit pour certains une augmentation de 33 % de la productivité pour les sept premiers mois de l'année.

En plus de ces difficultés, il faut tenir compte de celle venant de la pollution des mers et du pillage des zones de pêches, notamment par la flotte de la superpuissance russe.

Révéléateur de cette situation, la faillite à Lorient de la Société de pêcheries armoricaines (3 chalutiers de 54 mètres) a accru la colère des marins pêcheurs bretons qui se voient maintenant jetés à la rue.

L'État, quant à lui, promet une enveloppe de deux milliards pour les produits de la mer. Mais là encore, il ne faut plus avoir d'illusions, cet argent ira dans les poches des grosses sociétés de la pêche et de la conserverie pour favoriser les concentrations et les restructurations.

Seule la lutte permettra aux marins pêcheurs d'obtenir des salaires décentes, de meilleures conditions de travail et aucun licenciement.

CHAMROUSSE : LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS UNE MAIRIE PCF

A Chamrousse la colère des travailleurs (employés par le syndicat mixte) est grande, d'autant plus grande que le président de ce syndicat (qui est le maire PCF de Vizille) refuse de prendre en compte les revendications des travailleurs.

Pour avoir une petite idée de la condition des travailleurs employés par un patron PCF, il suffit de savoir qu'il y a à peine un an, les travailleurs immigrés du nettoyage ne touchaient que 800 F par mois !

Aujourd'hui, les revendications des travailleurs (syndiqués CFDT) sont les suivantes : titularisation des employés dans le cadre du statut communal (garantie de l'emploi... certains travaillent depuis neuf ans et sont encore auxiliaires !); contrat de travail identique pour tout le personnel à l'embauche, priorité de réembauche pour les saisonniers et prise en compte de l'ancienneté ; horaire de travail fixe pour l'ensemble du personnel et non pas au bon vouloir de la direction ou au jour le jour ; logement décent pour l'ensemble du personnel ; maintien de la déléguée syndicale au syndicat mixte ; le maire PCF de Vizille, président du syndicat mixte, l'a vendue sans même lui demander son avis à un autre exploitateur : l'Office du tourisme. Comme il l'a dit lui-même : « Tout le matériel, les meubles, le personnel, sont transférés à l'office ».

Voilà qui en dit long sur le Programme commun... Face à un patron de choc, les travailleurs unis autour de leur section CFDT sont bien déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Correspondant H.R.

Le contrôle des sociétés françaises par des capitaux étrangers

L'INSEE (Institut national des statistiques) vient de publier un bilan intéressant portant sur les investissements et le contrôle des entreprises françaises par des capitaux étrangers, enquête faite au 1er janvier 1973.

Cette enquête concerne les entreprises de plus de 20 travailleurs salariés et dont les participations sont supérieures à 20 %. Elle ne prend pas en considération les usines agro-alimentaires, les télécommunications, les transports et le bâtiment.

Des participations majoritaires

Sur un total de 24 061 entreprises recensées, 1 029 ont une participation étrangère majoritaire (contrôlées à plus de 50 %) et 278 une participation étrangère majoritaire (contrôlées à plus de 50 %)... Les affaires contrôlées à plus de 50 % représentent 5 % seulement du nombre total des entreprises industrielles en France, mais couvrent 13,8 % des effectifs et réalisent 20 % du chiffre d'affaires et 18,8 % des investissements.

Quatre secteurs

Dans quatre secteurs, les entreprises à participation étrangère représentent plus de 30 % des effectifs du secteur considéré : pétrole et carburants, construction électrique et électronique, chimie et machinisme agricole. La proportion est encore supérieure à 20 % des effectifs du secteur pour la mécanique de précision, le caoutchouc, la transformation des matières plastiques et les corps gras. Faible pénétration par contre, dans les secteurs d'État (électricité, charbon, construction aéronautique), dans ceux où de grands groupes français ont bien réussi (sidérurgie, non-ferreux, verre, première transformation de l'acier) et dans les activités traditionnelles peu attractives (textile, habillement, cuir, ameublement, presse et édition). Là encore cet ordre est similaire à celui qu'on trouve en Allemagne.

Dans les grandes entreprises

1,7 % des entreprises de 20 à 50 salariés sont contrôlées par des capitaux étrangers alors que la proportion est supérieure à 20 % pour les entreprises de 2 000 salariés et plus, et cela quel que soit le secteur considéré.

USA, CEE, Suisse, Suède

Les États-Unis représentent 30 % du nombre total d'entreprises à participation étrangère majoritaire, 40 % des effectifs qu'elles emploient et des ventes qu'elles réalisent. Le poids de l'ensemble de la CEE à neuf est équivalent mais c'est la Suisse qui vient directement après les États-Unis. En nombre d'effectifs des entreprises à participation étrangère majoritaire et minoritaire on trouve, en effet : 315 000 salariés pour les États-Unis, 116 000 pour la Suisse, 81 000 pour Belgique-Luxembourg, 77 000 pour l'Italie, 74 000 pour l'Allemagne, 72 000 pour les Pays-Bas, 69 000 pour la Grande-Bretagne.

Région parisienne

Par référence à une pénétration de 18 % sur l'ensemble des effectifs employés en France, c'est la région parisienne qui accueille la plus grande proportion d'entreprises à participation étrangère (26 %), suivie des régions voisines du Centre et de Haute-Normandie (20,5 %), de Picardie (20,3 %) ainsi que de la Lorraine (20,4 %) et de l'Alsace (24 %).

QUAND LA BOURGEOISIE CAPITALISTE SE FÉLICITE DES GREVES SOUPAPES...

« Le forcing ne préoccupe pas le gouvernement. Certes les bataillons parisiens de la CGT et de la CFDT sont déjà descendus plusieurs fois dans la rue. Mais à Malignon on considère qu'il est bon de soulever de temps en temps le couvercle de la marmite ».

Voilà ce que déclare, avec mépris, le journal patronal « Usine Nouvelle » dans son dernier numéro. Nul doute que ces messieurs savent où est leur intérêt.

Les grévistes de 24 heures servent la bourgeoisie et son État. Voilà ce que de nombreux travailleurs avaient déjà constaté. Et les dirigeants de la CGT ont beau s'indigner vertueusement lorsque les travailleurs les accusent de « ménager les patrons » ; malheureusement pour eux, les faits sont têtus.

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

M. Norbert Ségard, secrétaire d'État au Commerce extérieur, a indiqué qu'en 1973, le total net des investissements à l'étranger a dépassé 4,5 milliards alors qu'en 1968 ils n'atteignaient que 2,24 milliards de F. En revanche, de 1969 à 1973, les investissements étrangers en France, en valeur nette, ont dépassé en moyenne 6 milliards. Malgré sa progression, le flux d'exportation des capitaux français à l'étranger est encore actuellement très en-dessous de celui constaté pour nos principaux partenaires commerciaux.

L'ACTUALITE EN IMAGES



1) Angola : c'est enfin l'indépendance. Voici une photo du départ des derniers militaires portugais, victoire arrachée par la lutte armée du peuple angolais (Fotolib).

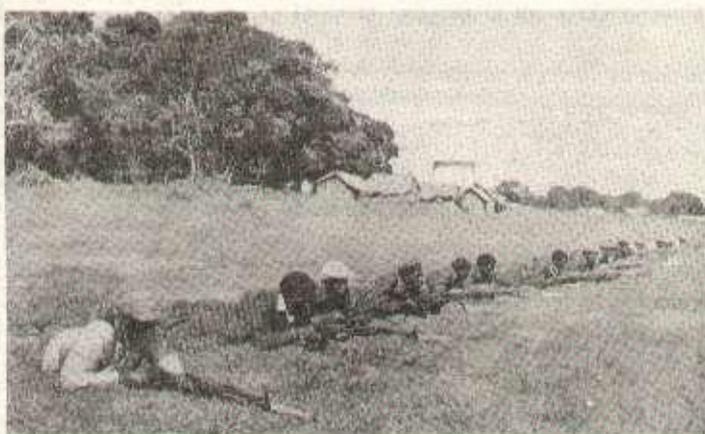


2) Malgré l'indépendance tant attendue et l'aspiration du peuple angolais à l'unité nationale contre l'impérialisme, l'Angola est toujours en proie à une guerre civile meurtrière provoquée par la dispute des superpuissances et notamment l'intervention directe de l'URSS.

3) Angola : à Silva Porto, la population a manifesté en faveur de l'O.U.A. qui a toujours soutenu la lutte et le désir d'unité du peuple angolais contre l'impérialisme (Fotolib).



4) Liban. Depuis la trêve, la vie reprend peu à peu à Beyrouth, mais le peuple libanais sait qu'il devra rester vigilant face aux manœuvres de division (Gamma).



5) En Afrique australe, la lutte armée contre les régimes racistes de Smith et Vorster gagne sans cesse en ampleur. Guerilleros du Zimbabwe (Rhodésie) à l'entraînement (Chine nouvelle).



6) Mercredi matin, 1.500 travailleurs d'Air France ont manifesté à Paris contre la répression policière de l'Etat-patron.

la Fauçille

Le numéro de novembre est paru.

Au sommaire:

- « Calamités naturelles » et exploitation capitaliste en agriculture.
- Plan de relance : des miettes pour les paysans.
- Enquête : les salariés agricoles de la région beauceronne.
- De retour de Chine : interview d'un paysan révolutionnaire.
- Notes de voyage au Portugal.
- USA : victoire pour les UFW, syndicats des ouvriers agricoles.
- Effondrement de l'agriculture soviétique.
- Un article sur « La Terre ».

Nombreuses manifestations en Palestine occupée

Tandis que la résolution de l'ONU assimilant sionisme et racisme continue à susciter la fureur de nombreux pays impérialistes, de nombreux faits viennent témoigner de la justesse de la résolution de l'ONU.

Ceux-ci démentent radicalement la campagne de presse des sionistes israéliens qui voudraient que tout juif soit un sioniste et que antisémitisme et antisémitisme ne fasse qu'un. Or être juif et être sioniste cela fait bien deux comme l'a exprimé le vice-président de la Communauté israélite au Liban qu'on lira avec intérêt en page 5.

Par ailleurs, les manifestations importantes qui se sont déroulées le 13 novembre en Palestine occupée rappellent à tout le monde QUI opprime QUI.

Les sionistes israéliens continuent à imposer leur domination fasciste aux Arabes de Palestine tandis que Yasser Arafat rappelait, voici un an à l'ONU, que le but de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est de fonder une Palestine démocratique, laïque, indépendante et prospère. Pour saluer cette intervention historique qui marquait l'entrée du peuple palestinien à l'ONU, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue dans la plupart des villes de Palestine occupée malgré la répression des troupes d'occupation.

C'est ainsi qu'à Naplouse des lycéens et des étudiants ont manifesté dans les rues de la ville bloquant la circulation et attaquant des véhicules sionistes. Les occupants sionistes ont arrêté 13 jeunes garçons et infligé des amendes à leurs parents.

A Ramallah, c'est 62 lycéennes qui ont été arrêtées à la suite de leur participation à des manifestations. Là encore les autorités d'occupation ont exigé des sommes

d'argent exorbitantes pour les remettre en liberté.

On signale également des manifestations d'étudiants à l'Université hébraïque de Jérusalem, à Djenine, à Hébron, à Bir-Zeit... et pour la première fois, les jeunes filles du collège de l'UNRWA (l'organisation de l'ONU chargée des «réfugiés») ont gagné les rangs de leurs camarades garçons et se sont montrées particulièrement actives.

Toutes ces informations étant le fait d'observateurs occidentaux on se doute qu'elles sont incomplètes.

Dans l'attente des nouvelles de l'Agence palestinienne d'information Wafa, notons quand même que les observateurs occidentaux, pourtant connus pour leurs sentiments pro-sionistes sont obligés de reconnaître que «la tension monte dans la plupart des villes de Cisjordanie» (partie Est de la Palestine occupée).

INTERVENTION DE L'OLP A L'ORGANISATION DE L'ONU POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) admise à la Conférence de la FAO en qualité d'observateur, a longuement illustré, jeudi, les difficultés que rencontrent les agriculteurs palestiniens. «Les autorités d'occupation, a-t-il dit, ont suivi systématiquement une politique de dislocation des programmes agricoles traditionnels et la superficie des terres arables est réduite progressivement par la confiscation pour raisons militaires ou par la colonisation».

«Je suis triste, a poursuivi le représentant palestinien, que ma délégation ne puisse pas vous exposer son programme agricole et alimentaire pour l'avenir, car les racistes qui ont usurpé notre présent œuvrent pour usurper notre avenir.»

GRANDE-BRETAGNE : LA GREVE DE SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS DU «DAILY EXPRESS» S'ÉTEND

La grève engagée depuis trois jours par les travailleurs du journal britannique «Daily Express» s'est étendue jeudi soir à la presque totalité des travailleurs de la presse de Londres.

Cette grève a été déclenchée par solidarité avec 96 mécaniciens des presses licenciés du «Daily Express» pour fait de grève.

En effet ils avaient refusé de travailler pour protester contre le refus de la direction d'augmenter les salaires.

OPÉRATION «COUP DE POING» DANS L'ESSONNE

LA POLICE CONTROLE 204 IMMEUBLES

Jeudi soir, une vaste opération «coup de poing» a été menée dans le département de l'Essonne à Palaiseau, Massy, Orsay, Longjumeau, c'est-à-dire dans un secteur fortement peuplé puisqu'il regroupe 200 000 habitants. Cette opération a consisté en un contrôle des axes routiers, des lieux publics (cafés, cinémas, centres commerciaux, etc.) ainsi que des immeubles des grands ensembles. La préfecture annonçait qu'il s'agissait de la première opération «d'une longue série». 204 immeubles ont été contrôlés, 1 260 véhicules et 2 122 personnes. Comme

toujours, le prétexte invoqué est la prétendue «lutte contre la criminalité». Le résultat de cette vaste opération permet de voir que les vrais motifs sont ailleurs : elle a abouti à 19 contraventions en particulier pour non-transfert de cartes grises. La vraie raison d'être de telles opérations est l'entraînement au quadrillage en vue d'une répression de masse en cas de développement des luttes révolutionnaires. Les CRS pénètrent maintenant dans les immeubles... jusqu'au jour où ils y viendront procéder à des arrestations.

UN COMBLE : LICENCIÉE PAR UNE MAIRIE P«C»F, ILS M'APPELLENT A LUTTER CONTRE LE CHOMAGE (Lettre d'une lectrice)

Licenciée au mois d'août par la directrice (membre du P«C»F) des centres de loisirs d'une mairie P«C»F de la Seine-Saint-Denis (93), en raison de contradictions avec la directrice de mon centre (sœur du maire-adjoint P«C»F), et étant actuellement en train de les attaquer en prud'homme pour licenciement abusif, je viens d'avoir l'heureuse surprise de recevoir à mon nom personnel une lettre du P«C»F me demandant d'aller manifester avec eux contre le chômage ! Il s'agit en effet d'une lettre de la mairie P«C»F de mon domicile (autre commune de Seine-Saint-Denis), qui a eu mon adresse par l'intermédiaire du service municipal d'aide sociale, qui nous accorde la généreuse somme de 50 F par mois financée par nos impôts locaux ! En somme, le P«C»F licencie les travailleurs pour leur demander ensuite de manifester avec eux contre le chômage ! C'est un exemple concret de ce qui est caché derrière leurs belles paroles !

(SUITE DE L'EDITORIAL)

Poniatowski est devenu gênant. Ses déclarations ont à plusieurs reprises contrarié la volonté de Giscard de donner à sa politique une façade «libérale». En particulier il s'en est pris fréquemment à Mitterrand et aux socialistes. Si Lecanuet se permet ainsi de le sermonner, c'est sans nul doute parce que les positions de Poniatowski au sein du gouvernement sont de moins en moins assurées. Il est un obstacle à la mise en place d'une solution de rechange pour la bourgeoisie.

Poniatowski est devenu gênant pour une autre raison encore. On se souvient qu'il s'est livré à plusieurs reprises à une dénonciation très vive de l'URSS et du rôle du PCF, qui avait amené de violentes attaques de la part des journaux soviétiques. En Conseil des ministres, Giscard d'Estaing lui a demandé de cesser de telles dénonciations. Il espère sans doute ainsi obtenir la «détente idéologique» dont il a parlé à Moscou et éviter les pressions du social-impérialisme russe.

Ce n'est pas un hasard si les dirigeants du PCF ont lancé le mot d'ordre «Poniatowski démission». Ils veulent faire croire qu'avec un autre ministre de l'Intérieur la répression cesserait. Comme si un ministre de l'Intérieur pouvait faire autre chose que réprimer les masses, quelle que soit son étiquette politique, ainsi que l'ont suffisamment montré autrefois les ministres de l'Intérieur socialistes qui se sont succédés sous la IV^e République dans la répression contre la classe ouvrière et les peuples en lutte pour leur indépendance. Les dirigeants du PCF cherchent en réalité à obtenir une concession de Giscard d'Estaing face au social-impérialisme russe.

Finalement, les déclarations de Lecanuet nous amènent à demander : Pour combien de temps Poniatowski est-il encore membre du gouvernement ? Jusqu'à quand l'actuel gouvernement va-t-il durer ?

L'exemple des bouleversements politiques dans les pays d'Europe du Sud sous l'effet de la crise capitaliste et de la dispute des deux superpuissances doit nous inciter à prêter attention aux failles et regroupements qui se dessinent dans les milieux politiques de la bourgeoisie.